



Echos Techniques

Janvier 2015



ACTUALITES

2

Olympiades des Métiers 2015

6^{èmes} Assises de la Métallerie

Le point. Com'

2-3

Guide « Architectes, Entrepreneurs : Mode d'emploi »

Carnet des métiers du Bâtiment

Application mobile « Déchets de chantier »

Guide « Atelier de peinture pour la construction métallique »

DOSSIER SPECIAL

4-5-6

L'Amiante - *Quelles obligations ? Suis-je concerné ? Comment traiter la réglementation ?*

Les Echos de la FFB

7-8



7 janvier

Commission Inox de ConstruireAcier

14 janvier

Lancement du groupe de travail sur le BIM

16 janvier

Dernière réunion du GT5 - Inox en Métallerie

22 janvier

Animation sur l'EN 1090 à Saint-Etienne

23 janvier

Assemblée Générale de la section Drôme-Ardèche

30 janvier

Bureau nationale de l'Union, à Strasbourg

30 janvier

Comité des Partenaires de l'Union, à Strasbourg

28, 29, 30 et 31 janvier

Finale des Olympiades des métiers, à Strasbourg

Actualités

Olympiades des Métiers !

Organisées tous les deux ans, la WorldSkills Competition, plus connue en France sous le nom des **Olympiades des Métiers** sont aujourd'hui devenues une compétition reconnue, d'une ampleur internationale. Elles accueillent un public nombreux et mobilisent de plus en plus de candidats venus du monde entier.

Cette année, la finale aura lieu à Strasbourg, du mercredi 28 au samedi 31 janvier. Retrouvez les métalliers finalistes sur le stand E44 et venez les encourager à donner le meilleur d'eux-mêmes !



A ne pas manquer !

Les prochaines Assises de la Métallerie auront lieu le

Jeudi 2 avril 2015.

Nous vous accueillerons cette année dans les locaux de la FFB Nationale (rue Lapérouse), pour une journée bien remplie, entre actualités du métier et contacts avec les experts techniques.



Parmi les thèmes traités vous retrouverez notamment :

La norme EN 1090 - le Guide Inox & Métallerie - ESQ des ateliers - rénovation des bâtiments - le BIM

Vous recevrez prochainement les plaquettes d'inscription, mais vous pouvez d'ores et déjà en parler autour de vous !

Plus d'information sau 01.40.55.13.00.

Le point.Com*

Elaboré par l'OGBTP*, ce guide rassemble sous forme de rubriques pratiques toutes les données administratives, financières et réglementaires, qu'il faut maîtriser dans les marchés privés, comme dans les marchés publics, depuis la mise au point du projet, jusqu'à la fin du chantier. L'objectif est de faciliter et rationaliser l'exercice professionnel et améliorer la collaboration entre l'architecte et l'entrepreneur au profit de la qualité des réalisations.

Les architectes et les entrepreneurs, particulièrement les plus jeunes, trouveront dans ce guide tous les éléments nécessaires à la pratique de leur métier et à une meilleure capacité à communiquer.

Ce document est téléchargeable dans l'espace adhérent du site de la FFB (rubrique Média-thèque/Publications/Marchés).

** Office général du bâtiment et des travaux publics*

Guide « Architectes, Entrepreneurs : mode d'emploi » (2015)



Destiné principalement aux jeunes, ce carnet qui vient d'être actualisé, présente le secteur du bâtiment (chiffres, avantages, enjeux, fonctions...) ainsi que les différents métiers et leurs filières de formation.

Octobre 2014 (74 pages - 10 x 18 cm - Edition 2014-2015)

Si vous souhaitez en commander, rapprochez-vous des fédérations locales et remplissez un bon de commande.

Carnet des Métiers du Bâtiment





Déchets de chantier Une application mobile disponible

La première application pour smartphone « Déchets BTP » vient d'être créée par la FFB. Téléchargeable gratuitement par tous les artisans et entrepreneurs du secteur sur Apple Store, Play Store et Windows Store, cet outil permet de trouver les prestataires chargés de la collecte et du traitement des déchets (recyclage, valorisation, élimination), les plus proches de leurs chantiers, notamment en se géolocalisant. Une fiche détaillée précise, pour chaque centre, les coordonnées, contacts, déchets acceptés, horaires d'ouverture...



L'application propose également un calcul d'itinéraires, la mémorisation des chantiers en cours ou des centres de traitement favoris. Une foire aux questions complète ces services en apportant des informations essentielles pour la bonne gestion des déchets de chantier.

Guide Atelier de peinture pour la construction métallique

Le présent guide a pour but de faciliter l'adaptation des ateliers de peinture aux exigences normatives. Il repose sur une consultation menée auprès d'une vingtaine d'entreprises. Ces dernières ont à un questionnaire permettant d'effectuer un état des lieux sur différents aspects des ateliers de peinture : techniques, réglementaires et environnementaux. L'enquête a orienté le contenu du guide pour l'adapter aux besoins de la profession.



Pour plus d'infos et commander ce document, contacter le CTICM au 01.60.13.83.06

Dépliants pour la maintenance des portes, portails et rideaux métalliques

Les portes et portails utilisés pour les garages d'habitation ou les fermetures industrielles et les rideaux à lames et grilles à enroulement utilisés pour les devantures de magasins ou zones de vente au détail doivent être conformes à la norme européenne harmonisée NF EN 13241-1 "portes et portails industriels, commerciaux ou de garage".

L'absence de maintenance de ces produits peut affecter la sécurité des utilisateurs et remettre en cause la garantie du fabricant. Dans les établissements industriels ou commerciaux, elle engage par ailleurs la responsabilité du gérant de l'établissement.

Dans ce cadre, ces deux documents présentent les modalités de maintenance des portes et portails et des rideaux et grilles métalliques : réglementation, bonnes pratiques, conseils de maintenance, garanties, etc.

Publiés le 26 juin 2014 sur le site internet du SNFPSPA, ces deux dépliants sont téléchargeables ci-dessous :

Télécharger le Dépliant "[Maintenance des rideaux métalliques](#)"

Télécharger le Dépliant "[Maintenance des portes et portails](#)"



Dossier spécial

Avant l'interdiction de l'amiante en 1997, plusieurs millions de mètres carrés de produits industriels et domestiques en contenant ont été posés. On estime que la moitié des 30 millions de logements français contiennent encore de l'amiante.

Toutes les entreprises réalisant des travaux dans des bâtiments existants sont donc susceptibles de rencontrer de l'amiante dans leur activité : électriciens, chauffagistes, plombiers, couvreurs, fumistes, charpentiers, menuisiers, maçon, peintres, etc.

L'amiante est un produit dangereux pour la santé. Ses fibres, invisibles à l'œil nu sont classées cancérogènes et toxiques par inhalation. Elles sont la cause de maladies graves voire mortelles, dont les effets sont différés dans le temps.

L'AMIANTE

Quelles obligations ? Suis-je concerné ? Comment traiter la réglementation ?



Il convient de s'interroger sur la présence d'amiante avant toute réalisation de travaux dans les bâtiments construits avant son interdiction (dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997) et de suivre, le cas échéant, des mesures strictes de prévention.

Une nouvelle réglementation a vu le jour, suite à la parution du décret du 4 mai 2012, qui a complexifié sensiblement les obligations des entreprises concernées, tant pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (**travaux en sous-section 3**) que pour les travaux d'entretien et de maintenance sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibre d'amiante (**travaux en sous-section 4**).

La grande majorité des entreprises de métallerie potentiellement concernées par cette réglementation, aux vues des actions ciblées, représente les entreprises qui ont des travaux dits de sous-section 4.
(cf. pièce jointe - extrait du guide Amiante de la FFB - Les obligations des entreprises)

Exemples de travaux en sous-section 4 :

- Travaux d'entretien et de rénovation dans des locaux comportant des matériaux contenant de l'amiante (préparation de supports, ponçage, perçage, ...)
- Opérations de découpage et d'usinage de plaques de plafonds suspendus ignifugés en amiante ou contenant de l'amiante
- Démontage ou usinage des quelques joints
- Travaux d'entretien sur des canalisations, gaines et clapets coupe-feu en amiante-ciment
- Découpage, sciage d'un enrobé amianté

Vigilance : La réglementation amiante concerne les employeurs, les salariés et les travailleurs indépendants. Il est néanmoins interdit d'employer certaines catégories de salariés à l'exécution de travaux les exposant à l'amiante, les salariés en contrat à durée déterminée ainsi que les salariés intérimaires.

Sensibilisation : L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Ces mesures comprennent notamment des actions de sensibilisation des salariés à l'existence de risques professionnels.

Dossier spécial

L'AMIANTE

Quelles obligations ? Suis-je concerné ?
Comment traiter la réglementation ?

Deux outils pour sensibiliser les salariés :

Le parcours sensibilisation « amiante » développé par la FFB, accessible gratuitement, dans l'espace adhérent, sur les sites internet des fédérations régionales et départementales et aussi téléchargeables ici. (www.amiante.ffbatiment.fr)

L'émission TV interactive « Question d'expert » développée par l'OPPBTB et conçue par les partenaires de la campagne de communication « **Pas formé pas toucher** »

Elle est accessible gratuitement sur www.amiantereponseexpert.fr ou sur DVD.



Toute personne devant intervenir sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres amiante doit avoir reçu une formation à la prévention des risques liés à l'amiante adaptée au poste de travail.

Un seul mot d'ordre, si je ne suis pas formé, je n'interviens pas !

FORMATION

La réglementation définit trois types de personnel à former :

Personnel d'encadrement technique : employeur et/ tout travailleur possédant, au sein de l'entreprise, une responsabilité au niveau des prises de décisions technico-commerciales, des études, de l'établissement des documents techniques ou contractuels, de la définition, de l'organisation et de la mise en œuvre des spécifications et des moyens techniques.

Personnel d'encadrement de chantier : employeur et/ou tout travailleur ayant, au sein de l'entreprise, les compétences nécessaires pour diriger et coordonner l'exécution des travaux, mettre en œuvre le plan de retrait ou d'encapsulage, ou le mode opératoire.

Personnel opérateur de chantier : employeur et/ou tout travailleur chargé d'exécuter des travaux et/ou d'installer, de faire fonctionner et d'entretenir les matériels qui lui sont confiés, dans le respect des procédures, du plan de retrait ou d'encapsulage, ou du mode opératoire.

Il est impératif pour les employeurs de préciser au médecin du travail si le salarié est susceptible d'être exposé à l'amiante ou pas avant l'examen médical, en lui remettant si possible, la notice de poste.

Note: pour la catégorie sous-section 4, les organismes de formation ne sont pas soumis à certification (contrairement à la sous-section 3)

	Encadrement	Encadrement	Opérateur de	Cumul fonction	
Formation	5 jours	5 jours	2 jours	5 jours**	* La formation de recyclage est à réaliser au plus tard 3 ans après la formation préalable ou après la formation de recyclage précédente. ** Les 5 jours de la formation « cumul » peuvent être séquencés en deux sessions de 3 + 2 jours
Formation de	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour	

ATTENTION : Le chef d'entreprise doit bien définir les responsabilités de ses salariés de manière à leur faire suivre la bonne formation.

FORMATION Amiante sous-section 4 dispensée par le CNEES

Centre National d'Expertise de l'Enveloppe et de la Structure

Le CNEES propose 3 sessions de formation pour le personnel d'encadrement et les opérateurs de chantier. Ces formations sont dédiées aux travaux relevant de la sous-section 4, c'est-à-dire comportant des interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Les formateurs du CNEES ont suivi une formation de formateurs spécifique et ont développé des modules permettant de personnaliser les travaux pratiques aux métiers de chaque participant. Ainsi, chacun pourra être confronté à une situation réelle de chantier.

Durée de la formation

Formation préalable : 2 jours pour les opérateurs, 5 jours pour le personnel d'encadrement.

Formation de recyclage : 1 jour pour tous les profils, tous les 3 ans.

Où faire la formation ?

Le CNEES dispose d'une salle de formation dédiée, équipée du matériel nécessaire et des plateformes personnalisées.

Pour tout renseignement, contacter formation@cnees.fr.

Quand ?

Formation préalable pour les opérateurs : 9 & 10 décembre 2014 (*déjà passés*)

Formation préalable pour le personnel d'encadrement : Février 2015

Contact

Magali Pourrat (Magali.Pourrat@cnees.fr 01 30 85 25 30)

Publication associée

Guide Amiante

À l'usage des chefs d'entreprise du bâtiment

Ce guide permet aux entreprises de retenir l'essentiel des règles applicables, que leurs travaux relèvent de la sous-section 3 (retrait ou encapsulage) ou de la section sous-section 4 (interventions sur des matériaux contenant de l'amiante).

Pour plus d'informations, plusieurs contacts sont possibles :

- la FFB et le GNA-FFB (Groupement national amiante de la FFB)
- L'OPPBTP
- Votre service de santé au travail
- La CRAM ou Carsat
- L'inspection du travail
- L'INRS

Les sites internet utiles :

- www.amiante.ffbatiment.fr
- www.dechets-chantier.ffbatiment.fr
- www.preventionbtp.fr
- www.amiantereponsesdexpert.fr
- www.sante.gouv.fr



Note: L'OPPBTP propose également des fiches métiers sur la prévention du risque amiante, pour les métiers les plus touchés, lors des travaux d'entretien et de maintenance, à consulter sur le site www.oppbtp.fr.

CREDIT D'IMPOT POUR LA TRANSITION ENERGETIQUE (CITE) Voir Echos Techniques novembre 2014

La loi finance 2015 modifie le Crédit d'Impôt Développement Durable (CIDD) qui devient le Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique. Les modifications sont les suivantes :

Le taux du crédit d'impôt passe à 30% du montant des travaux sans condition de ressources

Suppression de l'exigence du bouquet de travaux

Applicable de manière rétroactive depuis le 1er septembre 2014

Pour rappel, les produits éligibles au CITE sont les fenêtres, volets isolants, portes d'entrées donnant sur l'extérieur répondant à des critères techniques de performance qui n'ont pas été modifiés. Dès le 1er janvier 2015, pour être éligibles au CITE, ces travaux doivent être effectués par une entreprise qualifiée Reconnu Garant de l'Environnement (RGE).

Note : Les protections solaires n'entrent toujours pas dans le champs des produits éligibles au CITE en métropole.

Le SNFPSA propose aux adhérents FFB une note qui récapitule l'ensemble des aides liées à la rénovation énergétiques des bâtiments, à retrouver [ici](#).

ÉCO-PTZ ET TIERS VÉRIFICATEUR

Mise en œuvre de la responsabilité de l'entreprise dans le cadre de l'éco-PTZ et possibilité au choix de l'entreprise de faire appel à un tiers vérificateur.

Deux décrets et deux arrêtés relatifs à l'éco-prêt à taux zéro sont parus au journal officiel le 4 décembre 2014 :

- décret n°2014-1437 du 2 décembre 2014 : JO, 4 décembre ;
- décret n° 2014-1438 du 2 décembre 2014 : JO, 4 décembre ;
- arrêté du 2 décembre 2014, NOR : ETLL1420785A : JO, 4 décembre ;
- arrêté du 2 décembre 2014, NOR : ETLL1420787A : JO, 4 décembre.

Ces textes mettent en œuvre le transfert de la responsabilité d'attester de l'éligibilité des travaux de rénovation des logements à la réglementation de l'éco-PTZ des établissements de crédits vers les entreprises. Cette nouvelle disposition conduit les entreprises à vérifier l'éligibilité des travaux, d'une manière complète si l'entreprise réalise elle-même un bouquet de travaux, ou de manière partielle lorsqu'elle ne réalise qu'une partie du bouquet de travaux couverts par l'éco-PTZ.

Cette entreprise a la possibilité, démarche volontaire, de confier à un organisme dit « tiers vérificateur » le contrôle de l'éligibilité des travaux définis par l'article R319-16 du Code de la construction de l'habitat, modifié par le décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014.

Le tiers vérificateur contrôlera les travaux sur la base d'un devis transmis par l'entreprise et du formulaire type « devis » (rempli par le client et le(s) entreprise(s)) et à la date d'établissement du devis.

Afin de permettre d'aider au mieux les entreprises dans leur choix d'un tiers vérificateur, un cahier des charges a été élaboré par la CAPEB et la FFB s'articulant autour des trois axes suivants :

- avoir une connaissance spécifique de la filière bâtiment et des aspects fiscaux ;
- disposer en propre de moyens permettant d'assurer des prestations de vérification, y compris sous forme dématérialisée ;
- être assuré pour cette mission (en effet, en cas d'erreur de sa part, le tiers vérificateur couvre la totalité de l'amende due par l'entreprise telle que défini dans l'article 199 ter S du CGI et l'article R319-14-1 du Code la construction et de l'habitat).

Un contrat-type a été élaboré à l'usage des entreprises et des organismes vérificateurs.

Dans un premier temps, quatre organismes ont répondu et satisfait à ce cahier des charges :

- Promotelec ;
- Qualigaz ;
- Qualitel ;
- Économie d'Énergie.

Il est envisagé que ces quatre organismes puissent signer une charte, avec les deux organisations professionnelles et la DHUP (à confirmer), indiquant leur engagement à respecter le cahier des charges auquel elles ont répondu.

FORMATION FEE BAT

Modalités de déclaration et de prise en charge en 2015

Le dispositif FEE Bat, **reconduit jusqu'à fin 2017**, continuera d'être financé, au 1er semestre 2015, par EDF, via les Certificats d'économie d'énergie en prenant en charge 60 % des coûts pédagogiques. Les modalités de déclaration et de prise en charge des formations au 1er semestre 2015 sont les suivantes :



Déclaration préalable :

Pour les entreprises ressortissantes de Constructys

Le formulaire de déclaration préalable est à compléter et renvoyer à Constructys, au plus tard 15 jours avant le début de la formation. Constructys enverra directement à l'entreprise la demande de remboursement pré-remplie à renvoyer dans les 60 jours suivant la formation.

Pour les entreprises adhérentes au FAFCEA :

Le formulaire de déclaration préalable est à compléter et renvoyer par mail ou voie postale au moins 15 jours avant le début de la formation. L'organisme de formation remet au stagiaire la demande de remboursement FEE Bat à l'issue de la formation. L'entreprise devra le compléter et le renvoyer au plus tard dans les 60 jours qui suivent la formation.

Demande de remboursement :

Pour les entreprises ressortissantes de Constructys :

Pour les entreprises -10 salariés : Prise en charge de 60 % des coûts pédagogiques par EDF, via les CEE. Cofinancement de 40 % de l'OPCA + forfait de 100 euros/jour/stagiaire des salaires et charges.

Pour les entreprises +10 salariés : Prise en charge de 60 % des coûts pédagogiques par EDF, via les CEE. Cofinancement de 40 % de l'OPCA.

Attention : En 2015, le forfait de 100 euros/jour/stagiaire des salaires et charges n'est plus d'actualité pour les entreprises de +10 salariés.

Pour les entreprises de + 300 salariés : Prise en charge de 60 % des coûts pédagogiques par EDF, via les CEE. Il n'y a pas de cofinancement par l'OPCA.

Pour les entreprises adhérentes au FAFCEA : 100 % des coûts pédagogiques sont pris en charge (60 % par EDF via les CEE et 40 % par le FAFCEA).

Pour les entreprises adhérentes à l'AGEFOS PME : les modalités de prise en charge sont en cours de négociation avec l'AGEFOS PME.

Union des Métalliers

10 rue du débarcadère

75852 PARIS cedex 17

Tél: 01.40.55.13.00

Fax: 01.40.55.13.01

www.metal.pro.org